

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 18 MARS 1913.

PROJET DE LOI SUR L'USAGE DES LANGUES A L'ARMÉE ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE ⁽²⁾, PAR M. RAEMDONCK.

MESSIEURS,

Différents membres ont déposé des amendements au projet de loi sur la milice, à l'effet d'introduire des dispositions tendant à régler l'emploi du flamand à l'armée.

Sans se prononcer, avant toute discussion, sur les idées émises par les amendements, on doit se féliciter de cette initiative. Il n'était pas possible, en effet, de voter une nouvelle loi sur la milice sans mettre fin à des abus dont on se plaint à juste titre.

D'autre part, comme le dit l'Exposé des motifs, dans l'intérêt de la bonne confection de nos lois, l'usage des langues devait être réglé par une loi spéciale.

Tel est l'objet du projet de loi que le Gouvernement a déposé.

Ce projet répond au vœu de la Chambre. Le vote des sections en donne une preuve péremptoire.

(1) Projet de loi, n° 166.

(2) La Section centrale, présidée par M. SCHOLLAERT, était composée de MM. RAEMDONCK, VAN CLEEMPUTTE, SIFFER, VAN CAUWELAERT, DONTY et PIRMEZ.

Il a été voté :

Dans la 1^{re} section par 14 oui contre 6 non et 4 abstention.

Id. 2 ^e	id.	11	id.	4	id.	1	id.
Id. 3 ^e	id.	12	id.	4	id.	0	id.
Id. 4 ^e	id.	19	id.	1	id.	1	id.
Id. 5 ^e	id.	11	id.	0	id.	2	id.
Id. 6 ^e	id.	13	id.	2	id.	0	id.

Soit par 80 oui contre 14 non et 4 abstentions.

On doit rendre hommage au Gouvernement pour son projet relatif à l'emploi des langues à l'armée. C'est l'effort le plus sérieux qui ait été tenté pour mettre fin à des abus et pour répondre à des vœux légitimes. C'est la première loi, concernant l'emploi des langues, qui est d'application générale en Belgique.

Il est indispensable de proclamer bien haut que les officiers et gradés doivent se faire comprendre de tous les hommes dont ils ont le commandement.

Il semble, à première vue, inutile de légiférer à ce sujet. Il a été déclaré, en effet, à plusieurs reprises, à la Chambre, que les officiers de l'armée doivent être considérés comme des fonctionnaires et que, par conséquent, ils sont soumis à la loi du 22 mai 1878 sur l'emploi du flamand en matière administrative.

En pratique, cependant, il n'en est pas ainsi. Tous les rapports entre les services de l'armée, les administrations et le public se font en français. La loi du 22 mai 1878 n'est donc pas appliquée à l'armée.

Même, si la loi du 22 mai 1878 eût été appliquée, une nouvelle législation s'imposait encore. Cette loi, en effet, règle les rapports des autorités avec la partie flamande du pays. Son application est donc territoriale. Or, comme l'armée n'a pas d'organisation régionale, le principe de la loi était inapplicable à l'armée. Le législateur l'a si bien compris que, lors de la revision des premiers articles du Code de procédure criminelle pour l'armée (loi du 13 juin 1894), il ne l'a pas appliqué. La procédure flamande est admise, et à juste titre, pour les Conseils de guerre de Liège, Namur, Mons aussi bien que pour ceux d'Anvers, de Bruges, Gand et Bruxelles.

La loi du 22 mai 1878 était incomplète aussi en ce qui concerne l'emploi des langues avec la troupe. Dès lors, pour le même motif, une législation spéciale s'imposait.

1. — École militaire. — Examens pour le grade de sous-lieutenant et pour l'avancement.

La Section centrale a proposé certaines modifications qui ont pour but de rendre le texte de la loi plus précis et plus clair.

L'article 1 mentionne que « la connaissance du flamand et la connaissance du français sont obligatoires pour l'admission à l'École militaire ».

Ce principe a été unanimement admis, comme conséquence naturelle de la nécessité pour les officiers de connaître la langue des hommes qu'ils ont sous leurs ordres.

L'article 2 parle de l'épreuve que tout candidat à l'École militaire doit subir au point de vue de la connaissance des langues.

La Section centrale est unanimement d'avis que l'examen d'admission peut être subi pour chaque branche en français ou en flamand au choix du récipiendaire.

Cette mesure est très importante.

Des jeunes gens ont appris certaines matières d'examen en se servant de la langue française comme langue véhiculaire; les autres se sont servis de la langue flamande. On veut permettre à tous de se servir pour chaque matière de la langue dans laquelle elle a été étudiée.

On ne peut perdre de vue que ces épreuves à l'École militaire ne sont pas des examens ordinaires. Ce sont des concours. Le nombre de ceux qui y sont admis est très limité; il est dès lors équitable que tous puissent profiter de cette latitude.

La connaissance élémentaire de la langue s'établit, dit le projet du Gouvernement :

1° Par un examen oral ayant pour but de reconnaître si le candidat parle cette langue;

2° Par un examen écrit comportant un thème, *une version* et un exercice de rédaction de la force de la classe de 3^{me} des humanités classiques des athénées.

Un membre de la Section centrale a proposé de supprimer les mots : *une version*. Cette proposition n'a pas été admise par 3 voix contre 3 voix et une abstention. Le texte proposé est ainsi maintenu.

Quelques membres se sont demandé s'il ne fallait pas organiser un contrôle pour cet examen. A cette occasion, il est nécessaire d'en faire connaître l'organisation.

L'épreuve pour l'admission à l'École militaire est une des plus sérieuses connues dans les établissements d'enseignement du pays.

1° Aux examens d'admission à l'École militaire, les épreuves orales sont publiques et suivies par de nombreux auditeurs étrangers à l'établissement, notamment par des représentants des diverses institutions privées qui préparent des candidats pour cette École.

2° La matière de chaque épreuve écrite est discutée en séance plénière du jury immédiatement avant toute composition.

Un nombre triple de questions est alors arrêté par la Commission pour être mises dans l'urne. C'est par un tirage au sort fait devant les candidats eux-mêmes que sont déterminés les sujets proposés aux récipiendaires.

On ne peut donc connaître d'avance les questions.

Les questions sont alors publiées par la *Belgique militaire*, transmises par les candidats à tous leurs professeurs, et le procès-verbal des opérations du jury est renseigné dans leurs textes précis et remis à M. le Ministre de la Guerre.

3° On ne peut perdre de vue qu'il ne s'agit pas d'un examen ordinaire, mais d'un concours où la lutte est d'une âpreté sans exemple. Des milliers de familles le suivent avec anxiété. Il dure trois mois. La critique s'y exerce avec une sévérité très grande.

4° Si les programmes n'étaient pas observés avec la ponctualité la plus rigoureuse et dans toute leur intégrité, le jour même où la faute serait commise, la presse la signalerait; le commandant de l'École recevrait des plaintes et le Ministre entendrait de justes réclamations.

5° Le jury est composé mi-partie de professeurs appartenant à l'École, mi-partie de professeurs des universités.

En toute branche, les travaux des candidats sont appréciés *séparément* par des examinateurs : un du groupe universitaire ; un du groupe de l'École militaire.

Le jury intervient pour l'obtention des points, quand les deux examinateurs ne sont pas d'accord.

Depuis de très longues années, jamais une faute réelle n'a pu être reprochée.

La connaissance de nos deux langues nationales devient donc obligatoire dans ce concours.

Il était utile de signaler cette organisation pour confirmer la confiance qu'elle peut inspirer à chacun, pour attester qu'il est inutile de réclamer tout autre contrôle.

Les articles 3, 4 et 5 du projet ont été admis sans observation.

L'article 6 concerne les examens de sortie de l'École militaire et les examens de sortie de l'École d'application.

L'alinéa 2 est libellé en ces termes :

« Cette épreuve comportera nécessairement un exercice de composition. »

Un membre a proposé d'y ajouter ces mots : « *et un entretien sur la vie du soldat* ».

Cet amendement a été admis à l'unanimité.

La Section centrale a voulu indiquer qu'il ne suffit pas d'apprendre théoriquement les langues nationales, mais qu'il faut en même temps savoir les parler, entretenir des conversations journalières avec les soldats.

L'article 7 a été admis sans observation.

L'article 8 est libellé comme suit :

L'examen B comportera sur le flamand une épreuve de force égale à

celle qui est prescrite par l'article 6 : « *Toutefois, les officiers qui auront déjà subi cette épreuve n'y seront plus astreints lors de l'examen B.* »

Un membre propose de supprimer cette phrase finale. Mais on a fait observer que, dans cette hypothèse, des officiers ayant déjà subi une épreuve sur la connaissance approfondie des langues seraient obligés de subir la même épreuve à l'âge de 32 ans.

La Section centrale a finalement adopté le texte tel qu'il avait été proposé par le Gouvernement.

L'article 9 stipule que les articles précédents, c'est-à-dire ceux qui concernent l'École militaire, les examens pour le grade de sous-lieutenant et pour l'avancement, n'entreront en vigueur qu'à partir du 1^{er} janvier 1917.

La Section centrale admet cette disposition, mais elle fait remarquer au Gouvernement que les admissions à l'École militaire, les grades conférés durant les quatre années qui s'écouleront selon l'article 9, pourraient retarder le résultat souhaité, attendu que les officiers et sous-officiers nommés avant l'application de la présente loi resteront en fonctions durant de longues années. Le Baron de Broqueville a envoyé une circulaire disant que l'ignorance absolue d'une de nos deux langues nationales pourrait être une cause de non-avancement pour les officiers. Il importe de faire un sérieux effort pour prévenir cette fâcheuse conséquence.

La Section centrale ne propose pas de réduire les délais de l'application de la présente loi, mais à l'unanimité de ses membres, elle exprime le vœu qu'un arrêté royal détermine la mise en pratique des dispositions transitoires prévues à l'alinéa 3.

II. — Service de santé.

A l'article 10 concernant le personnel des services de santé de l'armée, le § 3 est libellé comme suit :

« Pour cette épreuve spéciale, le jury sera assisté d'un médecin choisi par le Ministre, dans une liste triple, présentée par le Président de l'Académie royale flamande. »

La Section centrale, à l'unanimité, propose de dire : « une liste triple, présentée par le *Bureau* de l'Académie royale flamande. »

III. — Écoles pour la préparation des cadres inférieurs.

L'article 11 est rédigé comme suit :

« Il sera créé des écoles de pupilles à régime flamand et un nombre égal d'écoles similaires à régime français. »

La Section centrale, à l'unanimité, propose d'y ajouter ces mots :

« ayant respectivement la langue flamande et la langue française comme langues véhiculaires ».

Cette ajoute ne modifie le sens de l'article en aucune façon, mais comme ce sont de nouvelles écoles à créer, il peut être utile de l'exprimer en termes formels.

La même ajoute est unanimement proposée après la première phrase de l'article 12, pour le même motif.

Cet article serait ainsi libellé :

« Dans les écoles pour la formation des caporaux (brigadiers) et sous-officiers, il y aura des classes françaises et des classes flamandes, *ayant respectivement la langue française et la langue flamande comme langues véhiculaires.* »

L'article 12 concerne les écoles régimentaires. Celles-ci, probablement, seront remplacées par des écoles divisionnaires et peut-être aussi par des écoles d'armes pour la formation des caporaux et sous-officiers. La Section centrale insiste sur la nécessité de préparer les futurs gradés à des entretiens sur la vie du soldat. Ces entretiens, dans les deux langues nationales, se feront à l'occasion des théories prévues à la deuxième phrase de l'article 12.

L'article 13 est approuvé sans observation.

IV. — Emploi du flamand et du français dans les rapports avec la troupe, le public et les autorités administratives.

L'article 14 concerne les rapports des autorités militaires avec le public et est libellé :

« Les avis et les communications que les autorités militaires adressent » au public seront rédigés en français et en flamand, les deux textes étant » placés en regard l'un de l'autre. »

Il est indubitable que par *autorités militaires* on entend les chefs, les services et les différents organismes de l'armée.

On entend par *avis et communications* les imprimés, les écritures, les inscriptions sur bâtiments, etc.

L'article 15 concerne les rapports des autorités militaires avec la troupe.

L'article est libellé :

« *Tous les documents d'ordre général intéressant la troupe seront rédigés et publiés simultanément dans les deux langues nationales, les deux textes étant placés en regard l'un de l'autre.* »

Par *documents d'ordre général intéressant la troupe*, il faut entendre aussi bien les documents intéressant la troupe tout entière qu'une partie de

la troupe, vu que dans les deux cas il y a dans les mêmes rangs des soldats parlant la langue flamande et des soldats parlant la langue française, dont on doit sauvegarder les intérêts.

Il a paru de même que par documents il fallait comprendre les règlements et avis aussi bien que les documents de toute autre nature.

L'honorable Ministre de la Guerre a fait à ce sujet une déclaration très nette dans sa réponse à la Section centrale qui a examiné le projet sur le recrutement militaire. Voici ce qu'il disait :

« Les règlements usuels à l'usage des soldats, caporaux et sous-officiers seront publiés dans les deux langues. » (Rapport de M. du Bus de Warnaffe, p. 24.)

« La même conclusion s'impose pour les communications écrites, ordres journaliers, avis, etc. » (même rapport, p. 24) « et pour les instructions et ordres lus à la troupe » (même rapport).

Le second paragraphe de l'article 15 est libellé comme suit :

« L'instruction de la troupe se donne en français et en flamand. »

La Section centrale est unanimement d'accord sur le sens qu'il faut attribuer à ce paragraphe. Mais le texte est peu clair.

Il faut, sans le moindre doute possible, donner à ces mots ce sens : l'instruction de la troupe se fait en flamand aux soldats flamands, en français aux soldats wallons.

Cette déclaration concorde avec la réponse donnée par l'honorable Ministre de la Guerre à la Section centrale dans la loi sur la milice :

« Les officiers et les sous-officiers utiliseraient la langue flamande pour » instruire le soldat flamand et pour l'interroger, lorsqu'il sera appelé à » comparaître devant ses supérieurs. » (Rapport de M. du Bus de Warnaffe, p. 24.)

Pour l'instruction théorique et pratique, les hommes seront classés d'après leur origine et les officiers tiendront compte des exceptions fondées et sérieuses qu'un soldat peut faire valoir pour obtenir un autre classement.

Donc dans le cas où des soldats appartenant à la partie flamande ou wallonne du pays éprouveraient des difficultés sérieuses à suivre l'instruction dans la langue de la partie territoriale à laquelle ils appartiennent, l'officier est autorisé, à titre exceptionnel, à déroger à cette règle.

La Section centrale propose d'ajouter à l'article 15, l'alinéa suivant :

« *Dans les rapports individuels avec les soldats et les civils employés à l'armée à titre provisoire ou définitif, les chefs feront usage de la langue habituelle de l'intéressé.* »

Cet amendement est voté à l'unanimité.

L'article 16 est libellé comme suit :

A l'alinéa 2 de l'article 1^{er} et à l'alinéa 1^{er} de l'article 2 de la loi du 22 mai 1878 sur l'emploi du flamand en matières administratives, les mots

« les (des) fonctionnaires de l'État » sont remplacés par les mots « les (des) fonctionnaires de l'État et les (des) *autorités militaires* ».

A l'alinéa 2 de l'article 1^{er} de la même loi, au lieu de « *les communes et (ou) les particuliers* » lire « *les communes, les provinces et (ou) les particuliers* ».

La loi du 22 mai 1878 fut votée par les deux Chambres à l'unanimité des voix. Tous consacraient par un texte de loi une proposition approuvée par le bon sens, la justice et l'histoire.

La Section centrale forme le vœu que les Chambres réserveront le même accueil à l'article 16 que l'honorable Ministre de la Guerre a conçu dans le même sens que la loi de 1878.

Cependant, le texte de l'article 16 n'est pas conforme en tous points aux articles 14 et 15 du même projet.

En effet, la loi de 1878 n'est applicable qu'au pays flamand. Les articles 14 et 15 sont d'application générale. Or, comme l'armée n'est pas territoriale, cette loi, modifiée dans le sens de l'article 16, ne garantirait pas les droits des soldats flamands en pays wallon, pas plus que ceux des administrations flamandes dans leurs rapports avec les administrations de l'armée du pays wallon.

La loi du 22 mai 1878 modifiée dans le sens de l'article 16 du projet de loi serait donc libellée comme suit :

« ARTICLE PREMIER. — Dans les provinces d'Anvers, la Flandre orientale, »
» la Flandre occidentale, le Limbourg, et dans l'arrondissement de Louvain, »
» les avis et les communications que les fonctionnaires de l'État adressent »
» au public sont rédigés soit en langue flamande, soit en langue flamande »
» et en langue française.

» Les fonctionnaires et les autorités militaires correspondent en flamand »
» avec les communes et les particuliers, à moins que les correspondances »
» aient lieu en français, ou qu'ils n'aient eux-mêmes fait usage de cette »
» langue dans la correspondance.

» ART. 2. — Dans l'arrondissement de Bruxelles, la correspondance des »
» fonctionnaires de l'État et des autorités militaires avec les communes et »
» les particuliers aura lieu en flamand, si les communes ou les particuliers »
» qu'elle concerne le demandent ou ont fait eux-mêmes usage de cette »
» langue dans leur correspondance.

» Les avis et communications que les fonctionnaires de l'État adressent »
» au public sont rédigés conformément au § 1^{er} de l'article 1^{er}. »

Si ce texte était adopté, il en résulterait que les droits des soldats flamands en pays wallon ne seraient pas sauvegardés.

Le texte doit donc être modifié.

Les membres de la Section centrale, à l'unanimité, proposent de rédiger l'article 16 en ces termes :

« ART. 16. — Les correspondances des autorités militaires avec les »
» autorités administratives des provinces d'Anvers, de la Flandre occiden-

» tale, de la Flandre orientale et du Limbourg, ainsi que des arrondis-
 » sements de Louvain et de Bruxelles, se font en flamand et celles des
 » autorités militaires avec les autorités administratives du restant du pays
 » se font en français, à moins que les autorités administratives ne se soient
 » elles-mêmes servies d'une autre langue dans leur correspondance.

» Toutefois, en ce qui concerne les correspondances avec les communes
 » de l'agglomération bruxelloise, la langue à employer sera déterminée par
 » arrêté ministériel, conformément à la décision que devront prendre à cet
 » égard les conseils communaux intéressés.

» Dans leurs correspondances avec les habitants des communes fla-
 » mandes, les autorités militaires se serviront de la langue flamande, avec
 » les habitants du restant du pays elles se serviront de la langue française,
 » à moins que les intéressés n'aient témoigné le désir contraire. »

L'article 17 a été admis sans observation.

A l'article 18, la Section centrale propose de supprimer la partie finale de la phrase : *« et la disposition de l'article 16 de la présente loi avec celles de la loi du 22 mai 1878 sur l'emploi du flamand en matières administratives »*.

Cette suppression s'impose par suite de la modification de l'article 16.

On s'est appliqué à donner à la loi le sens le plus large. Mais si dans l'interprétation de quelque mot, un doute surgissait, il serait dissipé par les principes que Victor Jacobs, Ministre de l'Intérieur, énonçait dans sa circulaire du 14 juillet 1884, interprétative de la loi du 22 mai 1878 :

« La loi, dit-il, fut votée au mieux des droits du peuple, et non à l'avantage des fonctionnaires, et dans tous les cas prévus par la loi les intérêts du peuple primeront les autres, si quelque doute se produit. »

Il parut inutile à la Section centrale de proposer une sanction spéciale.

Un chef d'armée qui transgresserait la présente loi commettrait une faute.

La sanction de la loi se trouve dans les principes fondamentaux du droit.

Du reste, l'armée se fera un honneur de prouver qu'elle est l'école par excellence de discipline, d'obéissance à toutes les lois du peuple belge.

En respectant les droits de tous, elle resserrera, dans une étroite union, ses rangs autour du drapeau national et témoignera à la Belgique entière son ardent patriotisme.

*
* *

Le projet de loi, ainsi amendé, a été adopté à l'unanimité par la Section centrale.

Le Rapporteur,
A. RAEMDONCK.

Le Président,
F. SCHOLLAERT.

Projet de loi sur l'usage des langues
à l'armée.

—
TEXTE AMENDÉ

PAR

LA SECTION CENTRALE

Ontwerp van wet op het gebruik
der talen bij het leger.

—
TEKST GEWIJZIGD

DOOR

DE MIDDENAFDEELING

Projet du Gouvernement.

Ontwerp van de Regeering.

École militaire. — Examens pour le grade de sous-lieutenant et pour l'avancement. (Examens dits actuellement A et B.)

Militaire School. — Examens voor den graad van onderluitenant en voor de bevordering. (Examens thans genaamd A en B.)

ARTICLE PREMIER.

EERSTE ARTIKEL.

La connaissance du français et la connaissance du flamand sont obligatoires pour l'admission à l'École militaire.

De kennis van het Fransch en de kennis van het Vlaamsch zijn verplichtend om tot de Militaire School te worden toegelaten.

ART. 2.

ART. 2.

Tout candidat subira une épreuve sur la connaissance approfondie de l'une de ces deux langues, à son choix, et une épreuve sur la connaissance élémentaire de l'autre.

Ieder candidaat doorstaat eene proef over de grondige kennis van eene dezer twee talen, naar keuze, en eene proef over de kennis van de eerste begrippen der andere taal.

La connaissance approfondie de la langue s'établit par une épreuve portant sur la littérature, sur la sémantique et sur la composition.

De grondige kennis van de taal wordt vastgesteld door eene proef over de letterkunde, over de leer der betrekenisverandering en over het opstel.

La connaissance élémentaire de la langue s'établit : 1° par un examen oral ayant pour objet de reconnaître si le candidat parle cette langue; 2° par un examen écrit comportant un thème, une version et un exercice de rédaction de la force de la classe de troisième des humanités classiques des athénées.

De kennis van de eerste begrippen der taal wordt vastgesteld : 1° door een mondeling examen hebbende ten doel te onderzoeken of de candidaat deze taal spreekt; 2° door een schriftelijk examen omvattende een thema, eene vertaling en eene stijloefening zoo moeilijk als die der derde klasse van de classieke humaniora der atheneums.

L'épreuve approfondie aura une importance double de l'épreuve élémentaire.

De proef over de grondige kennis van de taal heeft het dubbel der waarde van die over de kennis van de eerste begrippen.

Il y aura pour la première une cote d'exclusion égale à la moitié du maximum des points et, pour la seconde, une cote d'exclusion égale aux deux cinquièmes.

Voor de eerste bestaat een uitsluitingscijfer gelijk aan de helft van het hoogste getal punten en, voor de tweede, een uitsluitingscijfer gelijk aan twee vijfden.

Amendements de la Section centrale.

École militaire. — Examens pour le grade de sous-lieutenant et pour l'avancement. (Examens dits actuellement A et B.)

ARTICLE PREMIER.

Comme au projet.

ART. 2.

Comme au projet.

Amendementen van de Middenafdeeling.

Militaire school. — Examens voor den graad van onder-luitenant en voor de bevordering. (Examens thans genaamd A en B.)

EERSTE ARTIKEL.

Zoals in het ontwerp.

ART. 2.

Zoals in het ontwerp.

Projet du Gouvernement.

Ontwerp van de Regeering.

ART. 3.

Tout candidat a la faculté de subir en outre un examen ou sur l'allemand, ou sur l'anglais, ou sur le latin.

La cote qu'il méritera de ce chef sera combinée avec celle qu'il aura obtenue sur l'ensemble des langues française et flamande, cette dernière cote ayant par rapport à la première une importance égale à cinq.

Toutefois la combinaison ne se ferait pas s'il devait en résulter une moyenne inférieure à la cote d'ensemble du flamand et du français réunis.

La cote obtenue pour les langues à l'examen d'admission d'un candidat, interviendra avec la même puissance dans le classement final, que ce candidat ait choisi le français ou qu'il ait choisi le flamand comme langue approfondie.

ART. 4.

A l'École militaire, le temps attribué pour l'étude du français et du flamand sera réparti de manière que les élèves possédant la connaissance approfondie du français soient obligés de consacrer au flamand un nombre d'heures égal à celui que devront consacrer au français les élèves ayant une connaissance approfondie du flamand.

Les programmes seront élaborés de manière que tous les élèves aient la connaissance effective des deux langues; elles interviendront avec le même coefficient d'importance dans les classements généraux.

ART. 3.

Ieder candidaat mag daarenboven een examen afleggen hetzij over het Duitsch, hetzij over het Engelsch, hetzij over het Latijn.

Het cijfer, door hem uit dien hoofde behaald, wordt samengevoegd met dit door hem bekomen op het gezamenlijke der Fransche en Vlaamsche talen, dit laatste cijfer hebbende, met betrekking tot het eerste, eene waarde gelijk aan vijf.

Deze sámenvoeging zou nochtans niet plaats hebben, moest zij aanleiding geven tot een gemiddeld eindcijfer beneden het gezamenlijk beoordeelingscijfer voor het Vlaamsch en het Fransch bijeen.

Het beoordeelingscijfer, voor de talen bij het toelatingsexamen van een candidaat bekomen, oefent in gelijke mate zijn invloed uit op de eindrangschikking, hetzij deze candidaat het Fransch of wel het Vlaamsch als grondig gekende taal heeft verkozen.

ART. 4.

Ter Militaire School wordt de voor de studie van het Fransch en van het Vlaamsch voorziene tijd derwijze verdeeld, dat de leerlingen, die de grondige kennis van het Fransch bezitten, verplicht zijn zooveel uren aan het Vlaamsch te besteden als de leerlingen, die het Vlaamsch grondig kennen, aan het Fransch moeten wijden.

De programma's worden derwijze opgemaakt, dat al de leerlingen eene werkelijke kennis van de twee talen bezitten; deze hebben hetzelfde waarde-cijfer bij de algemeene rangschikking.

Amendements de la Section centrale.

—

ART. 3.

Comme au projet.

Amendementen van de Middenafdeeling.

—

ART. 3.

Zooals in het ontwerp.

ART. 4.

Comme au projet.

ART. 4.

Zooals in het ontwerp.

Projet du Gouvernement.

ART. 5.

Le cours de règlements militaires et le cours de théories militaires se donneront en français et en flamand à tous les élèves de l'École militaire.

ART. 6.

Les examens de sortie de l'École militaire (section d'infanterie et de cavalerie) et les examens de sortie de l'École d'application comporteront une épreuve sur le flamand.

Cette épreuve comportera nécessairement un exercice de composition.

ART. 7.

Les articles 1 à 3 inclus sont applicables aux épreuves de l'examen A auxquelles sont astreints les sous-officiers qui aspirent à devenir officiers par le cadre.

A l'épreuve pour la sous-lieutenance de l'examen A dont il s'agit, les récipiendaires devront subir, en français et en flamand, un examen sur les règlements et sur les théories militaires, mais ils ne subiront plus d'examen spécial sur les langues.

ART. 8.

L'examen B comportera sur le flamand une épreuve de force égale à celle qui est prescrite par l'article 6. Toutefois, les officiers qui auront déjà subi cette épreuve n'y seront plus astreints lors de l'examen B.

Ontwerp van de Regeering.

ART. 5.

De cursus in de militaire reglementen en de cursus in de militaire theoriën worden aan al de leerlingen der Militaire School in het Fransch en in het Vlaamsch gegeven.

ART. 6.

De eindexamens in de Militaire School (afdeeling der infanterie en der cavalerie) en de eindexamens in de Applicatieschool bevatten eene proef over het Vlaamsch.

Deze proef begrijpt noodzakelijk eene oefening in het opstellen.

ART. 7.

De artikelen 1 tot 3 inbegrepen zijn toepasselijk op de proeven van het examen A, opgelegd aan de onderofficieren die, langs het kader, officier willen worden.

Bij de proef voor het onderluitenschap van bedoeld examen A moeten de recepiendi een examen in het Fransch en in het Vlaamsch afleggen over de militaire reglementen en theoriën, doch zij moeten geen bijzonder examen meer doorstaan over de talen.

ART. 8.

Het examen B bevat eene proef over de Vlaamsche taal, proef zoo moeilijk als die voorgeschreven bij artikel 6. Nochtans worden de officieren, die aan deze proef reeds voldaan hebben, er niet meer aan onderworpen bij het afleggen van het examen B.

Amendements de la Section centrale.

ART. 5.

Comme au projet.

ART. 6.

L'alinéa 1, comme au projet.

Ajouter à l'alinéa 2, les mots suivants :

et un entretien sur la vie du soldat.

ART. 7.

Comme au projet.

ART. 8.

Comme au projet.

Amendementen van de Middenafdeeling.

ART. 5.

Zooals in het ontwerp.

ART. 6.

Het 1^{ste} lid zooals in het ontwerp.

Aan het 2^{de} lid de volgende woorden toe te voegen :

en een onderhoud over het leven van den soldaat.

ART. 7.

Zooals in het ontwerp.

ART. 8.

Zooals in het ontwerp.

Projet du Gouvernement.**Ontwerp van de Regeering.****ART. 9.**

Les articles précédents entreront en vigueur à partir du 1^{er} janvier 1917.

Seront alors abrogées toutes les dispositions antérieures atteignant les mêmes objets.

D'ici au 1^{er} janvier 1917, l'enseignement du flamand et les examens d'admission à l'École militaire, ainsi que les épreuves des examens A et B seront dirigés de manière à amener progressivement l'état de choses déterminé par la loi actuelle.

Service de santé.**ART. 10.**

L'alinéa 2 de l'article 5 de la loi du 28 juin 1899, réorganisant notamment le personnel du service de santé de l'armée, est complété comme suit :

« et qui comprend notamment une
» épreuve pratique sur la connaissance
» de la langue flamande. Cette épreuve
» consistera en l'interrogation de deux
» soldats flamands malades ignorant
» le français et souffrant respectivement
» d'un mal interne et d'un mal externe.
» Le récipiendaire aura à indiquer et à
» expliquer en flamand le traitement
» à suivre.

» Pour cette épreuve spéciale, le jury
» sera assisté d'un médecin choisi par
» le Ministre, dans une liste triple présentée par le président de l'Académie royale flamande. »

Cette mesure entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1915.

ART. 9.

De voorgaande artikelen treden in werking met ingang van 1 Januari 1917.

Al de vroegere bepalingen betreffende dezelfde kwestien zijn dan ingetrokken.

Van nu af tot 1 Januari 1917 worden het onderwijs van het Vlaamsch en de toelatingsexamens ter Militaire School, evenals de proeven der examens A en B derwijze geleid, dat ze den bij deze wet vastgestelden staat van zaken geleidelijk verwezenlijken.

Geneeskundige dienst.**ART. 10.**

Alinea 2 van artikel 5 der wet van 28 Juni 1899, houdende namelijk nieuwe inrichting van het personeel van den geneeskundigen dienst in het leger, wordt aangevuld als volgt :

« en bevattende namelijk eene praktische proef over de kennis der Vlaamsche taal. Deze proef bestaat in het ondervragen van twee zieke Vlaamsche soldaten, die geen Fransch kennen, en waarvan de eene aan een inwendige, de andere aan een uitwendige kwaal lijdt. De recipiendus moet, in het Vlaamsch, de te volgen behandeling aanduiden en uitleggen.

» Voor deze bijzondere proef wordt de jury bijgestaan door een geneesheer, dien de Minister kiest uit eene drievoudige lijst hem voorggelegd door den voorzitter der Koninklijke Vlaamsche Academie. »

Deze maatregel treedt in werking op 1 Januari 1915.

Amendements de la Section centrale.

ART. 9.

Comme au projet.

Service de santé.

ART. 10.

Les alinéas 1 et 2, comme au projet.**Modifier l'alinéa 3 comme il suit :**

« Pour cette épreuve spéciale, le
 » jury sera assisté d'un médecin choisi
 » par le Ministre, dans une liste triple
 » présentée par le *Bureau* de l'Académie
 » royale flamande. »

L'alinéa 4, comme au projet,

Amendementen van de Middenafdeeling.

ART. 9.

Zooals in het ontwerp.

Geneeskundige dienst.

ART. 10.

Het 1^{ste} en het 2^{de} lid, zooals in het ontwerp.**Het 3^{de} lid te wijzigen als volgt :**

« Voor deze bijzondere proef wordt
 » de jury bijgestaan door een geneesheer dien de Minister kiest uit
 » eene drievoudige lijst hem voorgelgd door het *Bureau* van de Koninklijke
 » Vlaamsche Academie. »

Het 4^{de} lid zooals in het ontwerp.

Projet du Gouvernement.

Ontwerp van de Regeering.

Écoles pour la préparation des cadres inférieurs.

Scholen tot voorbereiding van het lagere kader.

ART. 11.

ART. 11.

Il sera créé des écoles de pupilles à régime flamand et un nombre égal d'écoles similaires à régime français.

Pupillenscholen met Vlaamsch stelsel en een zelfde aantal gelijksoortige scholen met Fransch stelsel zullen worden opgericht.

Dans toutes ces écoles, la seconde langue nationale sera enseignée d'une manière approfondie.

In al deze scholen zal de tweede nationale taal op grondige wijze worden onderwezen.

ART. 12.

ART. 12.

Dans les écoles pour la formation des caporaux (brigadiers) et sous-officiers, il y aura des classes françaises et des classes flamandès.

In de tot het opleiden van korporaals (brigadiers) en onderofficieren bestemde scholen, bestaan Fransche en Vlaamsche klassen.

Dans toutes les classes, les règlements et les théories seront enseignés en français et en flamand.

In alle klassen zullen de reglementen en de theoriën in het Fransch en in het Vlaamsch onderwezen worden.

ART. 13.

ART. 13.

Le Ministre de la Guerre appliquera les dispositions relatives à l'enseignement et à l'usage des langues prévus ci-dessus aux établissements d'instruction et aux épreuves qui seraient créés ou institués ultérieurement dans l'armée.

De Minister van Oorlog zal de bepalingen betreffende het onderwijs en het gebruik der bovenvermelde talen toepassen op de inrichtingen voor onderwijs en op de proeven die later bij het leger mochten worden opgericht of ingesteld.

Amendements de la Section centrale.

Écoles pour la préparation des cadres inférieurs.

ART. 11.

Ajouter après la 1^{re} phrase :

, ayant respectivement la langue flamande et la langue française comme langues véhiculaires.

ART. 12.

Ajouter après la 1^{re} phrase :

, ayant respectivement la langue française et la langue flamande comme langues véhiculaires.

ART. 13.

Comme au projet.

Amendementen van de Middenafdeeling.

Scholen tot voorbereiding van het lagere kader.

ART. 11.

In den 1^{sten} zin, na de woorden :
« met Fransch stelsel », **de volgende woorden in te lassen :**

hebbende respectievelijk de Vlaamsche en de Fransche taal als voertaal.

ART. 12.

In den 1^{sten} zin, aan de woorden :
« en Vlaamsche klassen », **de volgende woorden toe te voegen :**

hebbende respectievelijk de Vlaamsche en de Fransche taal als voertaal.

ART. 13.

Zooals in het ontwerp.

Projet du Gouvernement.

Ontwerp van de Regeering.

Emploi du flamand et du français dans les rapports avec la troupe, le public et les autorités administratives.

Gebruik van het Vlaamsch en van het Fransch in de betrekkingen met den troep, het publiek en de administratieve overheden.

ART. 14.

ART. 14.

Les avis et les communications que les autorités militaires adressent au public seront rédigés en français et en flamand, les deux textes étant placés en regard l'un de l'autre.

De kennisgevingen en de mededeelingen, door de militaire overheden aan het publiek gericht, worden opgesteld in het Fransch en in het Vlaamsch, de twee teksten naast elkander staande.

ART. 15.

ART. 15.

Tous les documents d'ordre général intéressant la troupe seront rédigés et publiés simultanément dans les deux langues nationales, les textes étant placés en regard l'un de l'autre.

Al de bescheiden van algemeenen aard, die den troep betreffen, worden gelijktijdig in de twee nationale talen opgesteld en afgekondigd, de twee teksten naast elkander staande.

L'instruction de la troupe se donne en français et en flamand.

De instructie van den troep wordt in het Vlaamsch en in het Fransch gegeven.

ART. 16.

ART. 16.

A l'alinéa 2 de l'article 1^{er} et à l'alinéa 1^{er} de l'article 2 de la loi du 22 mai 1878 sur l'emploi du flamand en matières administratives, les mots « les (des) fonctionnaires de l'État » sont remplacés par les mots « les (des) fonctionnaires de l'État et les (des) autorités militaires ».

A l'alinéa 2 de l'article 1 de la même loi, au lieu de « les communes et (ou) les particuliers », lire « les communes, les provinces et (ou) les particuliers ».

In lid 2 van artikel 1 en in lid 1 van artikel 2 der wet van 22 Mei 1878, op het gebruik van het Vlaamsch in zaken van bestuur, worden de woorden « de(r) ambtenaren van den Staat » vervangen door de woorden : « de(r) ambtenaren van den Staat en de(r) militaire overheden ».

In alinea 2 van artikel 1 derzelfde wet, in plaats van « de gemeenten en (of) de particulieren », te lezen : « de gemeenten, de provinciën en (of) de particulieren ».

Amendements de la Section centrale.

Emploi du flamand et du français dans les rapports avec la troupe, le public et les autorités administratives.

ART. 14.

Comme au projet.

ART. 15.

Alinéas 1 et 2, comme au projet.

Ajouter un 3^e alinéa ainsi conçu :

Dans les rapports individuels avec les soldats et les civils employés à l'armée à titre provisoire ou définitif, les chefs feront usage de la langue habituelle de l'intéressé.

ART. 16.

Le rédiger ainsi qu'il suit :

Les correspondances des autorités militaires avec les autorités administratives des provinces d'Anvers, de la Flandre occidentale, de la Flandre orientale et du Limbourg, ainsi que des arrondissements de Louvain et de Bruxelles, se font en flamand et celles des autorités militaires avec les autorités administratives du restant du pays se font en français, à moins que les autorités administratives ne se soient elles-mêmes servies d'une autre langue dans leur correspondance.

Amendementen van de Middenafdeeling.

Gebruik van het Vlaamsch en van het Fransch in de betrekkingen met den troep, het publiek en de administratieve overheden.

ART. 14.

Zooals in het ontwerp.

ART. 15.

Het 1^{ste} en het 2^{de} lid zooals in het ontwerp.

Een 3^{de} lid toe te voegen, luidende :

Voor hun persoonlijk omgang met de soldaten en de burgers die, voorloopig of voorgoed, bij het leger werkzaam zijn, bedienen de oversten zich van de taal gewoonlijk gebruikt door den belanghebbende.

ART. 16.

Het op te stellen als volgt :

De briefwisseling van de militaire overheden met de administratieve overheden der provinciën Antwerpen, West-Vlaanderen, Oost-Vlaanderen en Limburg, alsmede met die van de arrondissementen Leuven en Brussel, geschiedt in het Vlaamsch, en die der militaire overheden met de administratieve overheden van het overige gedeelte des lands geschiedt in het Fransch, tenzij de administratieve overheden, voor hunne briefwisseling, zelf gebruik hebben gemaakt van eene andere taal.

Projet du Gouvernement.

Ontwerp van de Regeering.

ART. 17.

Les dispositions des articles 14, 15 et 16 entreront en vigueur à la date du 1^{er} janvier 1914.

ART. 18.

Le Gouvernement est autorisé à coordonner les dispositions de l'article 10 de la présente loi avec celle de la loi du 28 juin 1899 réorganisant notamment le personnel du service de santé de l'armée, et les dispositions de l'article 16 de la présente loi avec celles de la loi du 22 mai 1878 sur l'emploi du flamand en matières administratives.

ART. 17.

De bepalingen der artikelen 14, 15 en 16 treden in werking op 1 Januari 1914.

ART. 18.

De Regeering wordt er toe gemachtigd, de bepalingen van artikel 10 dezer wet samen te schikken met die der wet van 28 Juni 1899, namelijk tot nieuwe inrichting van het personeel van den geneeskundigen dienst bij het leger, alsmede de bepalingen van artikel 16 dezer wet met die der wet van 22 Mei 1878 op het gebruik van het Vlaamsch in zaken van bestuur.

Amendements de la Section centrale.

Toutefois, en ce qui concerne les correspondances avec les communes de l'agglomération bruxelloise, la langue à employer sera déterminée par arrêté ministériel conformément à la décision que devront prendre à cet égard les conseils communaux intéressés.

Dans leurs correspondances avec les habitants des communes flamandes, les autorités militaires se serviront de la langue flamande; avec les habitants du restant du pays, elles se serviront de la langue française, à moins que les intéressés n'aient témoigné le désir contraire.

ART. 17.

Comme au projet.

ART. 18.

Supprimer la finale, savoir :

... et les dispositions de l'article 16 de la présente loi avec celles de la loi du 22 mai 1878 sur l'emploi du flamand en matières administratives.

Amendementen van de Middenafdeeling.

Echter, wat betreft de briefwisseling met Brussel en de voorsteden, zal bij ministerieel besluit worden bepaald welke taal moet worden gebezigd, overeenkomstig de beslissing te dien aanzien te nemen door de belanghebbende gemeenteraden.

Voor hunne briefwisseling met de inwoners der Vlaamsche gemeenten, bedienen de militaire overheden zich van de Vlaamsche taal; voor die met de inwoners van het overige gedeelte des lands, bedienen zij zich van de Fransche taal, tenzij de belanghebbenden het tegenovergesteld verlangen te kennen gaven.

ART. 17.

Zooals in het ontwerp.

ART. 18.

Het slot, luidende :

... « alsmede de bepalingen van artikel 16 dezer wet met die der wet van 22 Mei 1878 op het gebruik van het Vlaamsch in zaken van bestuur »
te doen wegvallen.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 18 MAART 1913.

Ontwerp van wet op het gebruik der talen bij het leger (¹).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (²) UITGEBRACHT DOOR
DEN HEER RAEMDONCK.

MIJNE HEEREN,

Verscheidene leden hebben amendementen ingediend op het ontwerp van wet betreffende de militie, om er bepalingen in te lassen waarbij het gebruik der Vlaamsche taal in het leger zou worden geregeld.

Zonder vóór alle beraadslaging uitspraak te doen over de door deze amendementen vooruitgezette denkbeelden, moet men dit initiatief goedkeuren. Het was inderdaad niet mogelijk, eene nieuwe militiewet aan te nemen, zonder een einde te maken aan misbruiken waarover terecht werd geklaagd.

Anderdeels, gelijk in de Toelichting staat, moest, in het belang van de goede samenstelling der wetten, het gebruik der talen door eene bijzondere wet worden geregeld.

Daartoe strekt het door de Regeering ingediende wetsontwerp.

Het beaamt den wensch der Kamer, zooals ontegensprekelijk blijkt uit de stemming in de Afdeelingen.

(¹) Ontwerp van wet, n^o 166.

(²) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer SCHOLLAERT, bestond uit de heeren RAEMDONCK, VAN CLEENPUTTE, SIFFER, VAN CAUWELAERT, DONY en FIRMEZ.

Het werd aangenomen :

In de 1^e afdeeling met 14 stemmen tegen 6 en 1 onthouding.

Id. 2 ^e	id.	11	id.	1 en 1	id.
Id. 3 ^e	id.	12	id.	4 en 0	id.
Id. 4 ^e	id.	19	id.	1 en 1	id.
Id. 5 ^e	id.	11	id.	0 en 2	id.
Id. 6 ^e	id.	13	id.	2 en 0	id.

In 't geheel, 80 stemmen voor, 14 tegen en 4 onthoudingen.

Aan de Regeering dient hulde te worden gebracht voor haar ontwerp betreffende het gebruik der talen in het leger. Het is de ernstigste poging die ooit in het werk gesteld werd om een einde te maken aan zekere misbruiken en om aan billijke wenschen te voldoen. 't Is de eerste wet regelende het taalgebruik, die van algemeene toepassing zal zijn in België.

Er mag volstrekt niet nagelaten worden, luidop te verklaren dat de officieren en gegradeerden zich moeten doen verstaan door al de manschappen die zij aanvoeren.

Op het eerste gezicht schijnt het nutteloos, daarover eene wet te maken. Inderdaad, herhaaldelijk werd in de Kamer verklaard dat de officieren in het leger moeten worden aangezien als ambtenaren en dat zij bijgevolg onderworpen zijn aan de wet van 22 Mei 1878 op het gebruik van het Vlaamsch in bestuurszaken.

In de practijk is het echter gansch anders. Bij al de betrekkingen tusschen de legerdiensten, de besturen en het publiek wordt de Fransche taal gebezigd, zoodat de wet van 22 Mei 1878 niet wordt toegepast in het leger.

Al moest men ze toegepast hebben, dan nog drong eene nieuwe wet zich op. De wet van 1878 regelt inderdaad de betrekkingen van de overheden met het Vlaamsch gedeelte van het land; hare toepassing is dus gewestelijk. Doch, daar het leger niet gewestelijk is ingericht, is het beginsel dier wet niet van toepassing op het leger. Dit begreep de wetgever zóó wel dat hij, bij de herziening van de eerste artikelen van het Wetboek van Strafvordering voor het leger (wet van 15 Juni 1894), dit beginsel niet toepaste. Strafvordering in het Vlaamsch wordt terecht aangenomen zoowel voor de Krijgsraden te Luik, Namen en Bergen als voor die te Antwerpen, Brugge, Gent en Brussel.

De wet van 22 Mei 1878 was evenzoo onvolledig, wat betreft het gebruik van de talen in het leger. Om dezelfde reden dringt zich dus ook eene bijzondere wet op.

1. — Militaire School. — Examens voor den graad van onderluitenant en voor de bevordering.

De Middenafdeeling stelde zekere wijzigingen voor, die ten doel hadden den tekst nauwkeuriger en duidelijker te maken.

Het eerste artikel luidt : « De kennis van het Fransch en de kennis van het Vlaamsch zijn verplichtend om tot de Militaire School te worden toegelaten. »

Dit beginsel werd eenparig aangenomen, als een natuurlijk gevolg van de noodzakelijkheid, voor de officieren, de taal te kennen van de manschappen die zij aanvoeren.

Artikel 2 spreekt van de proef die elke candidaat tot de Militaire School over de taalkennis moet doorstaan.

De Middenafdeeling is eenparig van gevoelen, dat het toegangsexamen voor elk vak mag worden ondergaan in het Fransch of in het Vlaamsch, naar keuze van den candidaat.

Deze maatregel is zeer gewichtig.

Zekere jongelingen hebben een of ander vak van het examen aangeleerd met het Fransch als voertaal, anderen met het Vlaamsch. Aan allen laat men toe, zich voor elk vak te bedienen van de taal waarin zij dit vak hebben aangeleerd.

Men mag niet uit het oog verliezen dat die examens voor de Militaire School geen gewone examens zijn; het zijn wedstrijden. Het getal aan te nemen leerlingen is zeer beperkt; daarom is het billijk dat allen deze vrijheid kunnen genieten.

De kennis van de eerste begrippen der taal wordt, volgens het ontwerp van de Regeering, vastgesteld als volgt :

1° Door een mondeling examen hebbende ten doel, te onderzoeken of de candidaat deze taal spreekt;

2° Door een schriftelijk examen omvattende een thema, *eene vertaling* en eene stijloefening, even als die der derde klasse van de classieke humaniora der atheneums.

Een lid van de Middenafdeeling stelde voor, de woorden : *eene vertaling* weg te laten. Dit voorstel werd bij staking van stemmen afgewezen : 3 tegen 3 en 1 onthouding. De voorgestelde tekst blijft dus gehandhaafd.

Enkele leden stelden de vraag, of er niet een toezicht op dit examen zou moeten gehouden worden. Naar aanleiding daarvan is het noodig te doen kennen hoe het ingericht is.

Het toelatingsexamen tot de Militaire School is een van de ernstigste proeven die in de onderwijsgestichten van ons land worden ondergaan.

1° Bij de toelatingsexamens tot de Militaire School zijn de mondelinge proeven openbaar; zij worden bijgewoond door talrijke toehoorders vreemd aan de School, namelijk door vertegenwoordigers van de verschillende private onderwijsgestichten die candidaten voor die School voorbereiden.

2° De stof voor elke schriftelijke proef wordt, onmiddellijk vóór elken wedstrijd, door den keurraad in algemeene vergadering besproken.

Een driedubbel getal vragen wordt alsdan door de Commissie vastgesteld om in de bus te worden gelegd. Eene uitloting, in het bijzijn van de candidaten zelf, bepaalt de onderwerpen die hun worden voorgesteld.

Men kan dus de vragen niet vooraf kennen.

Dan worden de vragen in *La Belgique militaire* bekendgemaakt, door de kandidaten overgemaakt aan al hunne leeraars, en het proces-verbaal der verrichtingen van den keurraad vermeldt ze met hunnen volledige tekst en wordt overgemaakt aan den Minister van Oorlog.

3^o Men mag niet uit het oog verliezen dat het hier geen gewoon examen geldt, maar een vergelijkend examen waarin de strijd hevig is zonder weerga. Duizenden gezinnen volgen het angstvol. Het duurt drie maanden. De kritiek wordt uiterst streng uitgeoefend.

4^o Mochten de programma's niet met de strengste stiptheid worden nageleefd in al hunne punten, dan zou de drukpers het bekendmaken den dag zelf waarop de fout wordt bedreven; de bevelhebber der School zou klachten ontvangen, die tot bij den Minister zouden doordringen.

5^o De keurraad is samengesteld, voor de eene helft, uit leeraars van de Militaire School en, voor de andere helft, uit leeraars van de universiteiten.

In elk vak worden de werken der kandidaten *afzonderlijk* beoordeeld door de examinatoren: een van de Universiteitsgroep, een van de groep der Militaire School.

De keurraad treedt op om de punten toe te kennen, wanneer de twee examinatoren het niet eens zijn.

Sedert zeer lange jaren kon nooit eene ware fout worden aangewreven.

In dezen wedstrijd wordt dus de kennis van onze beide landstalen vereischt.

Het was nuttig deze regeling te doen kennen om het vertrouwen te bevestigen, dat deze wedstrijd aan ieder ingeeft, om te bewijzen dat het nutteloos is eenig ander toezicht te vergen.

De artikelen 3, 4 en 5 van het ontwerp werden zonder aanmerking goedgekeurd.

Artikel 6 handelt over de eindexamens van de Militaire School en de eindexamens van de Oefenschool.

Het tweede lid luidt :

« Deze proef zal noodzakelijker een oefening in het opstellen begrijpen. »

Een lid stelde voor, hieraan de woorden toe te voegen : « *en een onderhoud over het leven van den soldaat* ».

Dit amendement werd eenparig aangenomen.

De Middenafdeeling wilde aantoonen dat het niet volstaat de landstalen theoretisch aan te leeren, doch dat men ze terzelfder tijd moet kunnen spreken, dat men in staat moet zijn dagelijks met de soldaten om te gaan.

Artikel 7 werd zonder aanmerking goedgekeurd.

Artikel 8 luidt als volgt :

« Het examen B bevat eene proef over de Vlaamsche taal, proef zoo

moeilijk als die voorgeschreven bij artikel 6. *Nochtans worden de officieren, die aan deze proef reeds voldaan hebben, er niet meer aan onderworpen bij het afleggen van het examen B. »*

Een lid stelt voor, deze laatste zinsnede weg te laten. Doch men deed aanmerken dat alsdan de officieren, die reeds voldaan hebben aan de proef over de grondige kennis der talen, zouden verplicht zijn dezelfde proef te ondergaan op 32jarigen leeftijd.

De Middenafdeeling nam ten slotte den tekst aan, zooals hij werd voorgesteld door de Regeering.

Artikel 9 bepaalt dat de voorgaande artikelen, namelijk die welke de Militaire School en de examens voor den graad van onderluitenant en voor de bevordering betreffen, slechts in werking zullen treden met ingang van 1 Januari 1917.

De Middenafdeeling neemt deze bepaling aan, doch doet de Regeering aanmerken dat de toelatingen tot de Militaire School, de graden die worden toegekend gedurende de vier jaren welke zullen verlopen ingevolge artikel 9, den gewenschten uitslag zouden kunnen vertragen, vermits de vóór de toepassing van deze wet benoemde officieren en onderofficieren gedurende lange jaren in dienst zullen blijven. Baron de Broqueville heeft een omzendbrief uitgevaardigd, naar luid waarvan de volslagen onbekendheid met een onzer beide landstalen eene reden zou zijn tot niet-bevordering voor de officieren. Het is noodig zich ernstig in te spannen om dit jammerlijk gevolg te voorkomen.

De Middenafdeeling stelt niet voor, de termijnen voor de toepassing van deze wet te verkorten, doch eenstemmig drukt zij den wensch uit dat een koninklijk besluit bepale hoe de overgangsbepalingen, bij het derde lid voorzien, in practijk zullen worden gesteld.

II. — Gezondheidsdienst.

In artikel 10 betreffende het personeel van den gezondheidsdienst in het leger, luidt het derde lid als volgt :

« Voor deze bijzondere proef wordt de jury bijgestaan door een geneesheer, dien de Minister kiest uit eene drievoudige lijst hem voorgelegd door den voorzitter der Koninklijke Vlaamsche Academie. »

Eenstemmig stelt de Middenafdeeling voor, te zeggen : « Een drievoudige lijst hem voorgelegd door het *Bureau* van de Koninklijke Vlaamsche Academie. »

III. — Scholen tot voorbereiding van het lagere kader.

Artikel 11 luidt als volgt :

« Pupillenscholen met Vlaamsch stelsel en een zelfde aantal gelijksoortige scholen met Fransch stelsel zullen worden opgericht. »

De Middenafdeeling stelt eenparig voor, er deze woorden aan toe te voegen :

« hebbende respectievelijk de Vlaamsche en de Fransche taal als voertaal ».

Deze toevoeging wijzigt geenszins de beteekenis van het artikel; doch, vermits het nieuwe op te richten scholen geldt, kan het nuttig wezen den zin uitdrukkelijk te bepalen.

Om dezelfde reden wordt met eenparige stemmen voorgesteld, hetzelfde in te voegen na den eersten volzin van artikel 12.

Dat artikel zou luiden als volgt :

« In de tot het opleiden van korporaals (brigadiers) en onderofficieren bestemde scholen bestaan Fransche en Vlaamsche klassen; *hebbende respectievelijk de Fransche en de Vlaamsche taal als voertaal.* »

Artikel 12 betreft de regimentaire scholen. Deze zullen waarschijnlijk worden vervangen door divisie-scholen en wellicht ook door wapenscholen voor het vormen der korporaals en onderofficieren. De Middenafdeeling dringt aan op de noodzakelijkheid, dat de toekomstige gegradeerden worden voorbereid tot het voeren van gesprekken over het leven van den soldaat. Deze gesprekken, in de beide nationale talen gehouden, zullen gevoerd worden bij het onderwijzen van de theoriën, voorzien bij den tweeden volzin van artikel 12.

Artikel 13 wordt zonder aanmerking goedgekeurd.

IV. — Gebruik van het Vlaamsch en het Fransch in de betrekkingen met den troep, met het publiek en met de bestuursoverheden.

Artikel 14 betreft de betrekkingen van de militaire overheden met het publiek en luidt als volgt :

« De kennisgevingen en de mededeelingen, door de militaire overheden » aan het publiek gericht, zullen in het Fransch en in het Vlaamsch » worden opgesteld, de twee teksten naast elkander. »

Het is onbetwistbaar dat onder *militaire overheden* worden verstaan de oversten, de diensten en de verschillende inrichtingen van het leger.

Onder *berichten en mededeelingen* verstaat men de drukschriften, de geschriften, de opschriften op gebouwen, enz.

Artikel 15 betreft de betrekkingen van de militaire overheden met den troep en luidt als volgt :

« *Al de bescheiden van algemeenen aard, die den troep betreffen, worden gelijktijdig in de twee nationale talen opgesteld en afgekondigd, de twee teksten naast elkander staande.* »

Onder bescheiden van algemeenen aard, die den troep betreffen, moet men verstaan zoowel de bescheiden die gansch den troep als die welke slechts een gedeelte van den troep betreffen; immers, in beide gevallen bevinden zich in dezelfde rangen soldaten die de Vlaamsche taal, en soldaten die de Fransche taal spreken, en wier belangen moeten worden gevrijwaard.

Naar het bleek, moest men onder bescheiden insgelijks verstaan de reglementen en berichten zoowel als de bescheiden van allen anderen aard.

De achtbare Minister van Oorlog heeft dienaangaande eene zeer duidelijke verklaring afgelegd in zijn antwoord tot de Middenafdeeling, welke het ontwerp op de legerwerving heeft onderzocht. Ziehier wat hij zegde :

« De gebruikelijke handboeken voor de soldaten, korporalen en onder-officiëren worden in beide talen uitgegeven. » (Verslag van den heer du Bus de Warnaffe, bladz. 26.)

« Tot hetzelfde besluit moet men komen voor de geschreven mededeelingen, dagorders, berichten, enz. » (zelfde verslag, bladz. 26), alsmede « voor de inlichtingen en bevelen aan de troepen voorgelezen » (zelfde verslag).

Het tweede lid van artikel 15 luidt :

« De instructie van den troep wordt in het Vlaamsch en in het Fransch gegeven. »

De Middenafdeeling is het eenparig eens over de beteekenis van deze paragraaf. De tekst is echter weinig duidelijk.

Zonder twijfel heeft deze paragraaf den volgende zin : de instructie van den troep wordt gegeven in het Vlaamsch aan de Vlaamsche soldaten, in het Fransch aan de Waalsche soldaten.

Deze verklaring komt overeen met het antwoord, door den achtbaren Minister van Oorlog in zake militiewet aan de Middenafdeeling gegeven :

« De officieren en onderofficiëren gebruiken het Vlaamsch om den Vlaamschen soldaat te onderrichten en hem te ondervragen, wanneer hij voor zijne overheden moet verschijnen. » (Verslag van den heer du Bus de Warnaffe, bladz. 26.)

Voor de theoretische en practische instructie worden de manschappen gerangschikt volgens hunne herkomst en de officieren zullen rekening houden met de gegronde en ernstige uitzonderingen, welke een soldaat kan doen gelden tot het bekomen eener andere klasseering.

Moesten dus soldaten, die tot het Vlaamsche gedeelte of tot het Waalsche gedeelte van het land behooren, ernstige bezwaren ontmoeten om de instructie te volgen in de taal van het gedeelte waartoe zij behooren, dan is de officier gemachtigd, ten uitzonderlijken titel van dezen regel af te wijken.

De Middenafdeeling stelt voor, aan artikel 15 het volgende lid toe te voegen :

« *Voor hun persoonlijken omgang met de soldaten en de burgers die,*

voorloopig of voorgoed, bij het leger werkzaam, bedienen de oversten zich van de taal gewoonlijk gebruikt door den belanghebbende. »

Dit amendement werd met eenparige stemmen goedgekeurd.

Artikel 16 luidt als volgt :

« In lid 2 van artikel 1 en in lid 1 van artikel 2 der wet van 22 Mei 1878 op het gebruik van het Vlaamsch in zaken van bestuur, worden de woorden « de (r) ambtenaren van den Staat » vervangen door de woorden « de (r) ambtenaren van den Staat en de (r) militaire overheden. »

» In alinea 2 van artikel 1 derzelfde wet, in plaats van « *de gemeenten en (of) de particulieren* », lezen « *de gemeenten, de provinciën en (of) de particulieren* ».

De wet van 22 Mei 1878 werd door de beide Kamers eenparig goedgekeurd. Allen bekrachtigden, door een wetstekst, een voorstel dat steunde op het gezond verstand, op de rechtvaardigheid en de geschiedenis.

De Middenafdeeling drukt den wensch uit, dat de Kamers evenzoo gunstig artikel 16 zullen onthalen, hetwelk de achtbare Minister van Oorlog heeft opgevat in denzelfden zin als werd opgevat de wet van 1878.

De tekst van artikel 16 komt echter niet in alle opzichten overeen met de artikelen 14 en 15 van hetzelfde ontwerp.

Immers, de wet van 1878 is slechts van toepassing op het Vlaamsche land. De artikelen 14 en 15 zijn van algemeene toepassing. Nu, vermits het leger niet gewestelijk is, zou deze wet, gewijzigd naar den zin van artikel 16, niet de rechten der Vlaamsche soldaten in het Waalsche land vrijwaren, evenmin als de rechten der Vlaamsche besturen in hunne betrekkingen met de legerbesturen van het Waalsche land.

De wet van 22 Mei 1878, gewijzigd naar den zin van artikel 16 van het wetsontwerp, zou dus luiden als volgt :

« EERSTE ARTIKEL. — In de provinciën Antwerpen, Oost- en West-Vlaanderen, Limburg, en in het arrondissement Leuven worden de kennisgevingen en de mededeelingen, welke de Staatsbeambten tot het publiek richten, in het Vlaamsch ofwel in het Vlaamsch en in het Fransch opgesteld.

» De ambtenaren en de militaire overheden houden hunne briefwisseling in het Vlaamsch met de gemeenten en met de particulieren, tenzij de briefwisseling in het Fransch geschiedt of zij zelf deze taal in de briefwisseling gebruikten.

» ART. 2. — In het arrondissement Brussel zal de briefwisseling van de Staatsbeambten en van de militaire overheden in het Vlaamsch worden gehouden met de gemeenten en met de particulieren, indien de gemeenten of de particulieren, tot wie zij is gericht, zulks vragen of indien zij zelf deze taal in hunne briefwisseling gebruikten.

» De kennisgevingen en de mededeelingen, welke de Staatsbeambten

» tot het publiek richten, worden opgesteld overeenkomstig § 1 van het
» eerste artikel. »

Moest deze tekst aangenomen worden, dan zouden de rechten der
Vlaamsche soldaten in het Waalsche land niet gevrijwaard wezen.

Dus dient de tekst te worden gewijzigd.

De leden der Middenafdeeling stellen eenparig voor, artikel 16 te doen
luiden als volgt :

« ART. 16. — De briefwisseling van de militaire overheden met de
» administratieve overheden der provinciën Antwerpen, West-Vlaanderen,
» Oost-Vlaanderen en Limburg, alsmede met die van de arrondissementen
» Leuven en Brussel, geschiedt in het Vlaamsch, en die der militaire
» overheden met de administratieve overheden van het overige gedeelte
» des lands geschiedt in het Fransch, tenzij de administratieve overheden,
» voor hunne briefwisseling, zelf gebruik hebben gemaakt van eene andere
» taal.

» Echter, wat betreft de briefwisseling met Brussel en de voorsteden,
» zal bij ministerieel besluit worden bepaald welke taal moet worden
» gebezigd, overeenkomstig de beslissing te dien aanzien te nemen door
» de belanghebbende gemeenteraden.

» Voor hunne briefwisseling met de inwoners der Vlaamsche gemeenten,
» bedienen de militaire overheden zich van de Vlaamsche taal; voor die
» met de inwoners van het overige gedeelte des lands, bedienen zij zich
» van de Fransche taal, tenzij de belanghebbenden het tegenovergesteld
» verlangen te kennen gaven. »

Artikel 17 werd zonder opmerking goedgekeurd.

De Middenafdeeling stelt voor, het einde van artikel 18 : *« en de bepalingen van artikel 16 dezer wet met die van de wet van 22 Mei 1878 op het gebruik van het Vlaamsch in zaken van bestuur »*, weg te laten, wegens de wijziging in artikel 16.

Men heeft de wet in den ruimsten zin verklaard. Moest er echter twijfel oprijzen betreffende de verklaring van een woord, dan zou die twijfel vervallen, zoo men in acht neemt de beginselen welke Victor Jacobs, Minister van Binnenlandsche Zaken, in zijnen omzendbrief van 14 Juli 1884, tot verklaring der wet van 22 Mei 1878, uitdrukte :

« De wet, zegt hij, werd ingevoerd ten beste van de volksrechten,
» en niet ten voordeele van de ambtenaren, en, zoo eenige twijfel oprijst,
» dan zullen, in alle bij de wet voorziene gevallen, de belangen van het volk
» boven de andere gaan. »

De Middenafdeeling achtte het niet noodig, een bijzondere bekrachtiging voor te stellen.

Een legeroverste, die deze wet zou overtreden, zou eene fout begaan.

De wet vindt hare bekrachtiging in de grondbeginselen van het recht.

Het leger zal het, overigens, als een eereplicht aanzien, het bewijs te leveren dat het is de school bij uitnemendheid van tucht, van gehoorzaamheid aan al de wetten van het Belgische volk.

Door eenieders rechten te eerbiedigen zal het leger, in een nauwen band, zijne gelederen rond 's lands vaandel scharen en aan gansch België blijk geven van zijne vurige vaderlandsliefde.

*
* *

Het aldus gewijzigd wetsontwerp werd door de Middenafdeeling eenparig goedgekeurd.

De Verslaggever,

A. RAEMDONCK.

De Voorzitter,

F. SCHOLLAERT.

**Projet de loi sur l'usage des langues
à l'armée.**

—
TEXTE AMENDÉ

PAR

LA SECTION CENTRALE

**Ontwerp van wet op het gebruik
der talen bij het leger.**

—
TEKST GEWIJZIGD

DOOR

DE MIDDENAFDEELING

Projet du Gouvernement.

Ontwerp van de Regceering.

École militaire. — Examens pour le grade de sous-lieutenant et pour l'avancement. (Examens dits actuellement A et B.)

Militaire School. — Examens voor den graad van onderluitenant en voor de bevordering. (Examens thans genaamd A en B.)

ARTICLE PREMIER.

EERSTE ARTIKEL.

La connaissance du français et la connaissance du flamand sont obligatoires pour l'admission à l'École militaire.

De kennis van het Fransch en de kennis van het Vlaamsch zijn verplichtend om tot de Militaire School te worden toegelaten.

ART. 2.

ART. 2.

Tout candidat subira une épreuve sur la connaissance approfondie de l'une de ces deux langues, à son choix, et une épreuve sur la connaissance élémentaire de l'autre.

Ieder candidaat doorstaat eene proef over de grondige kennis van eene dezer twee talen, naar keuze, en eene proef over de kennis van de eerste begrippen der andere taal.

La connaissance approfondie de la langue s'établit par une épreuve portant sur la littérature, sur la sémantique et sur la composition.

De grondige kennis van de taal wordt vastgesteld door eene proef over de letterkunde, over de leer der beteekenisverandering en over het opstel.

La connaissance élémentaire de la langue s'établit : 1° par un examen oral ayant pour objet de reconnaître si le candidat parle cette langue; 2° par un examen écrit comportant un thème, une version et un exercice de rédaction de la force de la classe de troisième des humanités classiques des athénées.

De kennis van de eerste begrippen der taal wordt vastgesteld : 1° door een mondeling examen hebbende ten doel te onderzoeken of de candidaat deze taal spreekt; 2° door een schriftelijk examen omvattende een thema, eene vertaling en eene stijloefening zoo moeilijk als die der derde klasse van de classieke humaniora der athenaeums.

L'épreuve approfondie aura une importance double de l'épreuve élémentaire.

De proef over de grondige kennis van de taal heeft het dubbel der waarde van die over de kennis van de eerste begrippen.

Il y aura pour la première une cote d'exclusion égale à la moitié du maximum des points et, pour la seconde, une cote d'exclusion égale aux deux cinquièmes.

Voor de eerste bestaat een uitsluitingscijfer gelijk aan de helft van het hoogste getal punten en, voor de tweede, een uitsluitingscijfer gelijk aan twee vijfden.

Amendements de la Section centrale

Amendementen van de Middenafdeeling.

École militaire. — Examens pour le grade de sous-lieutenant et pour l'avancement. (Examens dits actuellement A et B.)

Militaire school. — Examens voor den graad van onder-luitenant en voor de bevordering. (Examens thans genaamd A en B.)

ARTICLE PREMIER.

EERSTE ARTIKEL.

Comme au projet.

Zooals in het ontwerp.

ART. 2.

ART. 2.

Comme au projet.

Zooals in het ontwerp.

Projet du Gouvernement.

Ontwerp van de Regeering.

ART. 3.

Tout candidat a la faculté de subir en outre un examen ou sur l'allemand, ou sur l'anglais, ou sur le latin.

La cote qu'il méritera de ce chef sera combinée avec celle qu'il aura obtenue sur l'ensemble des langues française et flamande, cette dernière cote ayant par rapport à la première une importance égale à cinq.

Toutefois la combinaison ne se ferait pas s'il devait en résulter une moyenne inférieure à la cote d'ensemble du flamand et du français réunis.

La cote obtenue pour les langues à l'examen d'admission d'un candidat, interviendra avec la même puissance dans le classement final, que ce candidat ait choisi le français ou qu'il ait choisi le flamand comme langue approfondie.

ART. 4.

A l'École militaire, le temps attribué pour l'étude du français et du flamand sera réparti de manière que les élèves possédant la connaissance approfondie du français soient obligés de consacrer au flamand un nombre d'heures égal à celui que devront consacrer au français les élèves ayant une connaissance approfondie du flamand.

Les programmes seront élaborés de manière que tous les élèves aient la connaissance effective des deux langues ; elles interviendront avec le même coefficient d'importance dans les classements généraux.

ART. 3.

Ieder candidaat mag daarenboven een examen afleggen hetzij over het Duitsch, hetzij over het Engelsch, hetzij over het Latijn.

Het cijfer, door hem uit dien hoofde behaald, wordt samengevoegd met dit door hem bekomen op het gezamenlijke der Fransche en Vlaamsche talen, dit laatste cijfer hebbende, met betrekking tot het eerste, eene waarde gelijk aan vijf.

Deze samenvoeging zou nochtans niet plaats hebben, moest zij aanleiding geven tot een gemiddeld eindcijfer beneden het gezamenlijk beoordeelingscijfer voor het Vlaamsch en het Fransch bijeen.

Het beoordeelingscijfer, voor de talen bij het toelatingsexamen van een candidaat bekomen, oefent in gelijke mate zijn invloed uit op de eindrangschikking, hetzij deze candidaat het Fransch of wel het Vlaamsch als grondig gekende taal heeft verkozen.

ART. 4.

Ter Militaire School wordt de voor de studie van het Fransch en van het Vlaamsch voorziene tijd derwijze verdeeld, dat de leerlingen, die de grondige kennis van het Fransch bezitten, verplicht zijn zooveel uren aan het Vlaamsch te besteden als de leerlingen, die het Vlaamsch grondig kennen, aan het Fransch moeten wijden.

De programma's worden derwijze opgemaakt, dat al de leerlingen eene werkelijke kennis van de twee talen bezitten; deze hebben hetzelfde waarde-cijfer bij de algemeene rangschikking.

Amendements de la Section centrale.

ART. 3.

Comme au projet.

ART. 4.

Comme au projet.

Amendementen van de Middenafdeeling.

ART. 3.

Zooals in het ontwerp.

ART. 4.

Zooals in het ontwerp.

Projet du Gouvernement.

Ontwerp van de Regeering.

ART. 5.

Le cours de règlements militaires et le cours de théories militaires se donneront en français et en flamand à tous les élèves de l'École militaire.

ART. 5.

De cursus in de militaire reglementen en de cursus in de militaire theoriën worden aan al de leerlingen der Militaire School in het Fransch en in het Vlaamsch gegeven.

ART. 6.

Les examens de sortie de l'École militaire (section d'infanterie et de cavalerie) et les examens de sortie de l'École d'application comporteront une épreuve sur le flamand.

Cette épreuve comportera nécessairement un exercice de composition.

ART. 6.

De eindexamens in de Militaire School (afdeeling der infanterie en der cavalerie) en de eindexamens in de Applicatieschool bevatten eene proef over het Vlaamsch.

Deze proef begrijpt noodzakelijk eene oefening in het opstellen.

ART. 7.

Les articles 1 à 3 inclus sont applicables aux épreuves de l'examen A auxquelles sont astreints les sous-officiers qui aspirent à devenir officiers par le cadre.

A l'épreuve pour la sous-lieutenance de l'examen A dont il s'agit, les récipiendaires devront subir, en français et en flamand, un examen sur les règlements et sur les théories militaires, mais ils ne subiront plus d'examen spécial sur les langues.

ART. 7.

De artikelen 1 tot 3 inbegrepen zijn toepasselijk op de proeven van het examen A, opgelegd aan de onderofficieren die, langs het kader, officier willen worden.

Bij de proef voor het onderluitenschap van bedoeld examen A moeten de recepiendi een examen in het Fransch en in het Vlaamsch afleggen over de militaire reglementen en theoriën, doch zij moeten geen bijzonder examen meer doorstaan over de talen.

ART. 8.

L'examen B comportera sur le flamand une épreuve de force égale à celle qui est prescrite par l'article 6. Toutefois, les officiers qui auront déjà subi cette épreuve n'y seront plus astreints lors de l'examen B.

ART. 8.

Het examen B bevat eene proef over de Vlaamsche taal, proef zoo moeilijk als die voorgeschreven bij artikel 6. Nochtans worden de officieren, die aan deze proef reeds voldaan hebben, er niet meer aan onderworpen bij het afleggen van het examen B.

Amendements de la Section centrale.

ART. 5.

Comme au projet.

ART. 6.

L'alinéa 1, comme au projet.

Ajouter à l'alinéa 2, les mots suivants :

et un entretien sur la vie du soldat.

ART. 7.

Comme au projet.

ART. 8.

Comme au projet.

Amendementen van de Middenafdeeling.

ART. 5.

Zooals in het ontwerp.

ART. 6.

Het 1^{ste} lid zooals in het ontwerp.

Aan het 2^{de} lid de volgende woorden toe te voegen :

en een onderhoud over het leven van den soldaat.

ART. 7.

Zooals in het ontwerp.

ART. 8.

Zooals in het ontwerp.

Projet du Gouvernement.

Ontwerp van de Regeering.

ART. 9.

Les articles précédents entreront en vigueur à partir du 1^{er} janvier 1917.

Seront alors abrogées toutes les dispositions antérieures atteignant les mêmes objets.

D'ici au 1^{er} janvier 1917, l'enseignement du flamand et les examens d'admission à l'École militaire, ainsi que les épreuves des examens A et B seront dirigés de manière à amener progressivement l'état de choses déterminé par la loi actuelle.

Service de santé.

ART. 10.

L'alinéa 2 de l'article 5 de la loi du 28 juin 1899, réorganisant notamment le personnel du service de santé de l'armée, est complété comme suit :

« et qui comprend notamment une
» épreuve pratique sur la connaissance
» de la langue flamande. Cette épreuve
» consistera en l'interrogation de deux
» soldats flamands malades ignorant
» le français et souffrant respectivement
» d'un mal interne et d'un mal externe.
» Le récipiendaire aura à indiquer et à
» expliquer en flamand le traitement
» à suivre.

» Pour cette épreuve spéciale, le jury
» sera assisté d'un médecin choisi par
» le Ministre, dans une liste triple présentée par le président de l'Académie royale flamande. »

Cette mesure entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1915.

ART. 9.

De voorgaande artikelen treden in werking met ingang van 1 Januari 1917.

Al de vroegere bepalingen betreffende dezelfde kwestien zijn dan ingetrokken.

Van nu af tot 1 Januari 1917 worden het onderwijs van het Vlaamsch en de toelatingsexamens ter Militaire School, evenals de proeven der examens A en B derwijze geleid, dat ze den bij deze wet vastgestelden staat van zaken geleidelijk verwezenlijken.

Geneeskundige dienst.

ART. 10.

Alinea 2 van artikel 5 der wet van 28 Juni 1899, houdende namelijk nieuwe inrichting van het personeel van den geneeskundigen dienst in het leger, wordt aangevuld als volgt :

« en bevattende namelijk eene praktische proef over de kennis der Vlaamsche taal. Deze proef bestaat in het ondervragen van twee zieke Vlaamsche soldaten, die geen Fransch kennen, en waarvan de eene aan een inwendige, de andere aan een uitwendige kwaal lijdt. De recipiendus moet, in het Vlaamsch, de te volgen behandeling aanduiden en uitleggen.

» Voor deze bijzondere proef wordt de jury bijgestaan door een geneesheer, dien de Minister kiest uit eene drievoudige lijst hem voorggelegd door den voorzitter der Koninklijke Vlaamsche Academie. »

Deze maatregel treedt in werking op 1 Januari 1915.

Amendements de la Section centrale.

ART. 9.

Comme au projet.

Service de santé.

ART. 10.

Les alinéas 1 et 2, comme au projet

Modifier l'alinéa 3 comme il suit :

« Pour cette épreuve spéciale, le
 » jury sera assisté d'un médecin choisi
 » par le Ministre, dans une liste triple
 » présentée par le Bureau de l'Académie
 » royale flamande. »

L'alinéa 4, comme au projet,

Amendementen van de Middenafdeeling.

ART. 9.

Zoals in het ontwerp.

Geneeskundige dienst.

ART. 10.

Het 1^{ste} en het 2^{de} lid, zoals in het ontwerp.Het 3^{de} lid te wijzigcn als volgt :

« Voor deze bijzondere proef wordt
 » de jury bijgestaan door een geneesheer
 » dien de Minister kiest uit eene drievoudige
 » lijst hem voorgedragen door het Bureau van de
 » Koninklijke Vlaamsche Academie. »

Het 4^{de} lid zoals in het ontwerp.

Projet du Gouvernement.

Ontwerp van de Regeering.

Écoles pour la préparation des cadres inférieurs.

Scholen tot voorbereiding van het lagere kader.

ART. 11.

ART. 11.

Il sera créé des écoles de pupilles à régime flamand et un nombre égal d'écoles similaires à régime français.

Pupillenscholen met Vlaamsch stelsel en een zelfde aantal gelijksoortige scholen met Fransch stelsel zullen worden opgericht.

Dans toutes ces écoles, la seconde langue nationale sera enseignée d'une manière approfondie.

In al deze scholen zal de tweede nationale taal op grondige wijze worden onderwezen.

ART. 12.

ART. 12.

Dans les écoles pour la formation des caporaux (brigadiers) et sous-officiers, il y aura des classes françaises et des classes flamandes.

In de tot het opleiden van korporaals (brigadiers) en onderofficieren bestemde scholen, bestaan Fransche en Vlaamsche klassen.

Dans toutes les classes, les règlements et les théories seront enseignés en français et en flamand.

In alle klassen zullen de reglementen en de theoriën in het Fransch en in het Vlaamsch onderwezen worden.

ART. 13.

ART. 13.

Le Ministre de la Guerre appliquera les dispositions relatives à l'enseignement et à l'usage des langues prévus ci-dessus aux établissements d'instruction et aux épreuves qui seraient créés ou institués ultérieurement dans l'armée.

De Minister van Oorlog zal de bepalingen betreffende het onderwijs en het gebruik der bovenvermelde talen toepassen op de inrichtingen voor onderwijs en op de proeven die later bij het leger mochten worden opgericht of ingesteld.

Amendements de la Section centrale.

Écoles pour la préparation des cadres inférieurs.

ART. 11.

Ajouter après la 1^{re} phrase :

, ayant respectivement la langue flamande et la langue française comme langues véhiculaires.

ART. 12.

Ajouter après la 1^{re} phrase :

, ayant respectivement la langue française et la langue flamande comme langues véhiculaires.

ART. 13.

Comme au projet.

Amendementen van de Middenafdeeling.

Scholen tot voorbereiding van het lagere kader.

ART. 11.

**In den 1^{sten} zin, na de woorden :
« met Fransch stelsel », de volgende woorden in te lassen :**

hebbende respectievelijk de Vlaamsche en de Fransche taal als voertaal.

ART. 12.

**In den 1^{sten} zin, aan de woorden :
« en Vlaamsche klassen », de volgende woorden toe te voegen :**

hebbende respectievelijk de Vlaamsche en de Fransche taal als voertaal.

ART. 13.

Zooals in het ontwerp.

Projet du Gouvernement.

Ontwerp van de Regeering.

Emploi du flamand et du français dans les rapports avec la troupe, le public et les autorités administratives.

Gebruik van het Vlaamsch en van het Fransch in de betrekkingen met den troep, het publiek en de administratieve overheden.

ART. 14.

ART. 14.

Les avis et les communications que les autorités militaires adressent au public seront rédigés en français et en flamand, les deux textes étant placés en regard l'un de l'autre.

De kennisgevingen en de mededeelingen, door de militaire overheden aan het publiek gericht, worden opgesteld in het Fransch en in het Vlaamsch, de twee teksten naast elkander staande.

ART. 15.

ART. 15.

Tous les documents d'ordre général intéressant la troupe seront rédigés et publiés simultanément dans les deux langues nationales, les textes étant placés en regard l'un de l'autre.

Al de bescheiden van algemeenen aard, die den troep betreffen, worden gelijktijdig in de twee nationale talen opgesteld en afgekondigd, de twee teksten naast elkander staande.

L'instruction de la troupe se donne en français et en flamand.

De instructie van den troep wordt in het Vlaamsch en in het Fransch gegeven.

ART. 16.

ART. 16.

A l'alinéa 2 de l'article 1^{er} et à l'alinéa 1^{er} de l'article 2 de la loi du 22 mai 1878 sur l'emploi du flamand en matières administratives, les mots « les (des) fonctionnaires de l'État » sont remplacés par les mots « les (des) fonctionnaires de l'État et les (des) autorités militaires ».

A l'alinéa 2 de l'article 1 de la même loi, au lieu de « les communes et (ou) les particuliers », lire « les communes, les provinces et (ou) les particuliers ».

In lid 2 van artikel 1 en in lid 1 van artikel 2 der wet van 22 Mei 1878 op het gebruik van het Vlaamsch in zaken van bestuur, worden de woorden « de(r) ambtenaren van den Staat » vervangen door de woorden : « de(r) ambtenaren van den Staat en de(r) militaire overheden ».

In alinea 2 van artikel 1 derzelfde wet, in plaats van « de gemeenten en (of) de particulieren », te lezen : « de gemeenten, de provinciën en (of) de particulieren ».

Amendements de la Section centrale.

Emploi du flamand et du français dans les rapports avec la troupe, le public et les autorités administratives.

ART. 14.

Comme au projet.

ART. 15.

Alléas 1 et 2, comme au projet.

Ajouter un 3^e alléa ainsi conçu :

Dans les rapports individuels avec les soldats et les civils employés à l'armée à titre provisoire ou définitif, les chefs feront usage de la langue habituelle de l'intéressé.

ART. 16.

Le rédiger ainsi qu'il suit :

Les correspondances des autorités militaires avec les autorités administratives des provinces d'Anvers, de la Flandre occidentale, de la Flandre orientale et du Limbourg, ainsi que des arrondissements de Louvain et de Bruxelles, se font en flamand et celles des autorités militaires avec les autorités administratives du restant du pays se font en français, à moins que les autorités administratives ne se soient elles-mêmes servies d'une autre langue dans leur correspondance.

Amendementen van de Middenafdeeling.

Gebruik van het Vlaamsch en van het Fransch in de betrekkingen met den troep, het publiek en de administratieve overheden.

ART. 14.

Zooals in het ontwerp.

ART. 15.

Het 1^{ste} en het 2^{de} lid zooals in het ontwerp.

Een 3^{de} lid toe te voegen, luidende :

Voor hun persoonlijken omgang met de soldaten en de burgers die, voorloopig of voorgoed, bij het leger werkzaam zijn, bedienen de oversten zich van de taal gewoonlijk gebruikt door den belanghebbende.

ART. 16.

Het op te stellen als volgt :

De briefwisseling van de militaire overheden met de administratieve overheden der provinciën Antwerpen, West-Vlaanderen, Oost-Vlaanderen en Limburg, alsmede met die van de arrondissementen Leuven en Brussel, geschiedt in het Vlaamsch, en die der militaire overheden met de administratieve overheden van het overige gedeelte des lands geschiedt in het Fransch, tenzij de administratieve overheden, voor hunne briefwisseling, zelf gebruik hebben gemaakt van eene andere taal.

Projet du Gouvernement.
—Ontwerp van de Regeering.
—

ART. 17.

Les dispositions des articles 14, 15 et 16 entreront en vigueur à la date du 1^{er} janvier 1914.

ART. 18.

Le Gouvernement est autorisé à coordonner les dispositions de l'article 10 de la présente loi avec celle de la loi du 28 juin 1899 réorganisant notamment le personnel du service de santé de l'armée, et les dispositions de l'article 16 de la présente loi avec celles de la loi du 22 mai 1878 sur l'emploi du flamand en matières administratives.

ART. 17.

De bepalingen der artikelen 14, 15 en 16 treden in werking op 1 Januari 1914.

ART. 18.

De Regeering wordt er toe gemachtigd, de bepalingen van artikel 10 dezer wet samen te schikken met die der wet van 28 Juni 1899, namelijk tot nieuwe inrichting van het personeel van den geneeskundigen dienst bij het leger, alsmede de bepalingen van artikel 16 dezer wet met die der wet van 22 Mei 1878 op het gebruik van het Vlaamsch in zaken van bestuur.

Amendements de la Section centrale.

Toutefois, en ce qui concerne les correspondances avec les communes de l'agglomération bruxelloise, la langue à employer sera déterminée par arrêté ministériel conformément à la décision que devront prendre à cet égard les conseils communaux intéressés.

Dans leurs correspondances avec les habitants des communes flamandes, les autorités militaires se serviront de la langue flamande; avec les habitants du restant du pays, elles se serviront de la langue française, à moins que les intéressés n'aient témoigné le désir contraire.

ART. 17.

Comme au projet.

ART. 18.

Supprimer la finale, savoir :

... et les dispositions de l'article 16 de la présente loi avec celles de la loi du 22 mai 1878 sur l'emploi du flamand en matières administratives.

Amendementen van de Middenafdeeling.

Echter, wat betreft de briefwisseling met Brussel en de voorsteden, zal bij ministerieel besluit worden bepaald welke taal moet worden gebezigd, overeenkomstig de beslissing te dien aanzien te nemen door de belanghebbende gemeenteraden.

Voor hunne briefwisseling met de inwoners der Vlaamsche gemeenten, bedienen de militaire overheden zich van de Vlaamsche taal; voor die met de inwoners van het overige gedeelte des lands, bedienen zij zich van de Fransche taal, tenzij de belanghebbenden het tegenovergesteld verlangen te kennen gaven.

ART. 17.

Zooals in het ontwerp.

ART. 18.

Het slot, luidende :

... « alsmede de bepalingen van artikel 16 dezer wet met die der wet van 22 Mei 1878 op het gebruik van het Vlaamsch in zaken van bestuur »
te doen wegvallen.